

Accusé de réception en préfecture

094-219400710 - 15/10/2025- DELIB 2025-275

Date de télétransmission : 15/10/2025 Date de réception préfecture : 15/10/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE SUCY-EN-BRIE

Département du Val-de-Marne

Nombre de membres

composant le Conseil Municipal

35

Présents à la séance

31

Extraits du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu de la réception en Préfecture, le 15 0 CT 2025 et de la publication le 15 0 CT 2025

Conseil Municipal du 13 Octobre 2025

N° DCM: 2025-275-04S

### Objet:

CONVENTION CADRE RELATIVE AUX PRESTATIONS DE PREVENTION, DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE AU TRAVAIL A INTERVENIR AVEC LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE D'ILE-DE-FRANCE

L'an deux mil vingt-cinq, le treize octobre à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Maison des Familles sous la présidence de Monsieur Olivier TRAYAUX, Maire. Cette réunion se tient en public dans la limite de la capacité de la salle.

# Etaient présents:

M. TRAYAUX Maire en exercice, Mme FELGINES, Mr VANDENBOSSCHE, Mme PENAUD, M. CHAFFAUD, Mme TIMERA, M. BOURCIER, Mme PINTO, M. AMSLER, Mme BOURDINAUD, M. MUSSO, M. MONTEFIORE, Adjoints

Mme MILLE, M. CATINAUD, M. OFFENSTEIN, M. DAMBRIN, M. DURAZZO, Mme LAURENT, Mme CIUNTU, M. CARDOSO, Mme BLAMOUTIER, Mme GRASSER, Mme MARIE, M. BOGUET-HENARD, M. BRIE, M. GIACOBBI, Mme D'ANDREA, M. CHESNOY, M. MARASCO, Mme SIMON, Mme. ASTIC.

Absents excusés et représentés (en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales) ayant donné pouvoir à :

M. CHARTRAIN donne pouvoir à M. CHAFFAUD Mme WESTPHAL donne pouvoir à Mme FELGINES Mme VALOEAU donne pouvoir à M. DAMBRIN M. BRAND donne pouvoir à Mme SIMON

#### **DELIBERATION Nº 2025-275**

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.452-47, L.812-3 et L.812-4,

Vu la loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu les conditions générales d'accès à l'offre de services en matière de prévention, de santé et d'action sociale au travail du Centre de Gestion de la Petite Couronne d'Île-de-France,

## Considérant que :

- les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité,
- les employeurs territoriaux doivent disposer d'un service de médecine préventive pour leurs agents,
- les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle ou de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande,
- l'offre de service de prévention, de santé et d'action sociale au travail proposée par le Centre de Gestion de la Petite Couronne d'Ile-de-France telle que décrite dans le catalogue des prestations, permet d'apporter un complément de services pour la santé des agents de la Ville de Sucy-en-Brie,

Vu la convention d'adhésion à l'offre de services proposées par le Centre de Gestion de la Petite Couronne d'Ile-de-France telle qu'annexée à la présente délibération,

Vu le rapport n° 2025-275 présenté en Commission Plénière en date du 6 octobre 2025,

Sur proposition du Maire,

Après avoir entendu le rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

### APRES EN AVOIR DELIBERE

<u>Article 1</u>: **DECIDE** de solliciter le Centre de Gestion de la Petite Couronne d'Ile-de-France pour bénéficier de l'offre de service de prévention et de santé au travail.

<u>Article 2</u>: **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 3: PRECISE que les dépenses correspondantes sont prévues au budget, chapitre 012.

Cette délibération a été adoptée par 35 POUR

Pour extrait conforme,

Par délégation du Maire, La Directrice Générale Adjointe de l'Administration Générale, des Assemblées et de l'Élucation

Céline GAULTIER

Olivier/TRAYAUX

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de Sucy-en-Brie, étant précisé que celleci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.